

# **ACTIONS COMMUNES**

## **Action commune n°1 : Coordination des travaux de l'observatoire régional et de l'observatoire national des métiers de l'économie verte**

Service référent : DIECCTE

Service associé : DEAL

### **Contexte et objectifs de l'action**

Les premiers travaux du plan national de mobilisation pour les emplois et les métiers de l'économie verte a abouti à un constat unanime : les analyses nécessaires pour élaborer un plan d'action visant à adapter emplois et formations au tournant vers l'économie verte se heurtent à l'état encore parcellaire et disparate des connaissances, notamment sur :

- le contenu futur des métiers de l'économie verte pour estimer quel est le degré de changement à attendre et quels pourraient être les « nouveaux » métiers ;
- l'identification et le suivi des emplois « verts », « verdissants », « impactés par l'économie verte » etc.

Le travail juste entamé en première phase devait être poursuivi et renforcé avec un fort souci de partage et de coordination :

- Le périmètre des « emplois et des métiers liés à l'économie verte » nécessite d'être défini plus précisément et doit faire l'objet d'études continues compte tenu de l'impact de l'innovation sur ces métiers. Ces questions de définition sont actuellement précisées par le système statistique à l'échelon national et communautaire.
- Les liens entre économie verte et questions de l'emploi doivent être appréciés.
- Les mutations concrètes des compétences requises et, partant, des diplômes, formations, stratégies des entreprises et des demandeurs d'emplois doivent être à la fois observées et anticipées.
- Des logiques de parcours de formation en fonction des besoins doivent être identifiées, en cohérence avec l'offre de formation actuelle ou à construire.

Une fonction d'observation régionale doit être articulée avec les travaux de l'observatoire national de l'emploi et des métiers de l'économie verte :

- identifier et caractériser les métiers, les activités concernés et les publics (salariés, demandeurs d'emploi) ;
- estimer les besoins en compétences à moyen terme (5 ans) en fonction des tendances observées, des projets en cours et des stratégies envisagées.

Les CARIF OREF sont les correspondants de l'observatoire national, l'OREF d'Ile de France assurant la liaison avec l'association des régions de France (ARF). Un extranet commun vient d'être déployé pour les partages d'informations et des réunions de calage des méthodes, et doctrines d'observation et de statistiques sont en cours de montage.

## Pilotage, suivi

- Un comité de pilotage local : Etat, ADEME, Conseil régional
- Un comité technique : DIECCTE, DEAL, Conseil régional, ADEME, Pôle emploi, Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), AFD
- Un opérateur pour la mise en œuvre : CARIF OREF (observatoire régional emploi formation). [www.cariforef-reunion.net/](http://www.cariforef-reunion.net/)

### Description de l'action

Phases	Le ou les partenaires sollicités	Rôle et responsabilité du ou des partenaires	Résultats attendus	Date prév. début d'action (en mois)	Date prév. fin d'action(en mois)
Initialisation	Observatoire national Comité de pilotage Comité technique Acteurs locaux  CARIF OREF	Analyse et transfert de la méthode élaborée nationalement – Adaptations nécessaires – Identification des activités, filières et métiers concernés – Identification des sources de données à mobiliser et des dispositifs d'enquête à mettre en œuvre. Mobilisation des acteurs du projet Finalisation du planning pluriannuel. Identification des pré-requis, des contraintes et des mesures palliatives.	Finalisation de la méthode, des outils, du planning.  Mobilisation des partenaires.  Communication du projet de planning  Cahier des charges technique	Juillet 2011	Octobre 2011
Mise en œuvre – Collecte des données	Comité technique & de pilotage Acteurs locaux  CARIF OREF	Suivi et validation du projet Mobilisation des données, sollicitation des producteurs, lancement d'enquêtes complémentaires Coordination de la collecte et du traitement des données	Constitution de la base de données sectorielle et thématique  Données de cadrage et sectorielle	Novembre 2012	Avril 2012
Traitement et production	CARIF OREF	Analyse et traitement des données, actualisation de l'infocentre décisionnel	Tableaux de bord état des lieux Base de données actualisée	Février 2012	Juillet 2012
Publication – diffusion	CARIF OREF	Formalisation et finalisation des tableaux de bord et supports de diffusion, mise en ligne des données	Publication des travaux. Communication des données du secteur	Juillet 2012	Octobre 2012

## Financement

Le fonctionnement et les études du CARIF OREF sont financés sur contrat de plan Etat – Région. L'amorçage de travaux approfondis sur les métiers de l'économie verte nécessite cependant un financement spécifique sur 2011 :

	<b>Actions 1 initialisation</b>	<b>Actions 2 collecte</b>	<b>Actions 3 traitement</b>	<b>Action 4 diffusion</b>	<b>Total</b>
Services extérieurs		Enquêtes complémentaires : 30 000€	Intégration des données : 20 000€	Communication et imprimeur : 15 000€	<b>65 000 €</b>
Achats Frais de structure	Equipement : 2 000 € 3 000€	Données : 5 000€			<b>10 000 €</b>
<b>Total</b>					<b>75 000€</b>

Tableau de financement prévu :

	<b>Actions 1</b>	<b>Actions 2</b>	<b>Actions 3</b>	<b>Action 4</b>	<b>Total</b>
Conseil Régional					<b>10 000 €</b>
Etat MEDDTL					<b>45 000 €</b>
Etat DIEECTE					<b>10 000 €</b>
ADEME					<b>10 000 €</b>
<b>Total</b>					<b>75 000 €</b>

Au titre de l'action, le MEDDTL s'engage pour la somme totale de : 45 000 euros

## **Action commune n°2 : Diagnostics régionaux de l'emploi et des métiers de l'économie verte**

Service référent : DIECCTE

### **Contexte et objectifs de l'action**

Les métiers de l'économie verte représentent un enjeu fort en termes d'emplois et de développement économique à La Réunion.

Certaines filières sont en voie de développement, d'autres sont encore à l'état de recherche.

Les activités concernées sont nombreuses : solaire thermique, photovoltaïque, éolien, hydraulique, méthanisation mais aussi préservation et mise en valeur de l'environnement, aménagement et cadre de vie. Les métiers concernés sont eux aussi multiples et se mettent en œuvre dans des contextes variés et parfois mal connus lorsqu'ils sont en émergence.

Les métiers de l'économie verte recouvrent des réalités multiples, entre métiers traditionnels soumis à une forte évolution et métiers nouveaux issus de filières en émergence.

Le secteur étant porteur de forts enjeux en termes d'emplois et de développement économique ; il est nécessaire de mettre en œuvre les outils permettant la réalisation du Grenelle Environnement par la mise en œuvre d'outils d'appropriation des enjeux et d'anticipation des besoins en formation.

A cet effet, des diagnostics sectoriels prospectifs recouvrant la majeure partie des secteurs concernés ont été réalisés ces dernières années. Il convient de réactualiser ces études, éventuellement de compléter les données manquantes et d'analyser les freins au développement des emplois de ces secteurs, notamment en matière d'adéquation emploi-formation.

Les principaux secteurs identifiés sont : tourisme, biodiversité, énergies renouvelables et maîtrise de l'énergie, agriculture.

Les diagnostics serviront à alimenter l'observatoire régional (et national) mais aussi à servir de socles à des actions en matière de communication et sensibilisation ; de formation, d'orientation, d'insertion ; de développement économique...

#### Bibliographie récente :

*Emplois, métiers et qualifications dans le domaine de l'environnement*, CARIF OREF, SEMRRE, juin 2006

*Activités, emplois, métiers et qualifications dans le domaine des énergies renouvelables et de la maîtrise de l'énergie*, CARIF OREF, déc. 2008.

*Les métiers des énergies renouvelables et de la maîtrise de l'énergie, emploi et formation à l'horizon 2012*, CARIF OREF, lettre de l'OREF N°24, octobre 2008.

## Pilotage, suivi

- Un comité de pilotage : Etat, ADEME, Conseil régional, DEAL
- Un comité technique : DIECCTE, Conseil régional, Conseil général, branches professionnelles, ADEME, Pôle emploi, CNFPT, AFD, chambres consulaires, cellule économique du BTP, maison de l'emploi, intercommunalités, DEAL
- Un opérateur pour la mise en œuvre : le CARIF OREF, (observatoire régional emploi formation) [www.cariforef-reunion.net/](http://www.cariforef-reunion.net/)

## Modalités de diffusion

Animation d'ateliers thématiques, séminaires prospectifs, groupes de travail, alimentation du site de l'observatoire national de l'emploi et des métiers de l'économie verte...

## Description de l'action

Phases	Le ou les partenaires sollicités	Rôle et responsabilité du ou des partenaires	Résultats attendus	Date prév. début d'action (en mois)	Date prév. fin d'action(en mois)
Initialisation	Observatoire national Comité de pilotage Comité technique Acteurs locaux  CARIF OREF	Identification et mobilisation des acteurs. Planification du projet (ateliers, séminaires, ...)	Mobilisation du partenariat Lancement des groupes projets	Juillet 2011	Octobre 2011
Actualisation du diagnostic	Branches, acteurs locaux, Observatoire, CARIF OREF	Actualisation des données, lancement des ateliers prospectifs	Diagnostic EF actualisé, Partage des constats et enjeux	Novembre 2012	Avril 2012
Analyse prospective	Branches, acteurs locaux, Observatoire, CARIF OREF	Mise en œuvre et animation des séminaires prospectifs Analyse des impacts et freins au développement	Identification des besoins en qualification, des perspectives de développement Analyse forces/faiblesses, atouts/contraintes	Avril 2012	Juillet 2012
Plan d'action	Elus, Collectivités Branches, acteurs locaux, CARIF OREF	Mobilisation des acteurs, élaboration du plan d'action territorial	Plan d'action pluriannuel et proposition d'amélioration	Juillet 2012	Octobre 2012

## Financement

Le fonctionnement et les études du CARIF OREF sont financés sur contrat de plan Etat – Région. L'amorçage de travaux approfondis sur les métiers de l'économie verte nécessite cependant un financement spécifique sur 2011 :

	<b>Actions 1 Initialisation</b>	<b>Actions 2 Phase diagnostic</b>	<b>Actions 3 Phase prospective</b>	<b>Action 4 Plan d'action</b>	<b>Total</b>
Rémunérations	7 500 €	13 500 €	12 000 €	7 500 €	<b>40 500 €</b>
Services extérieurs	-	-	Locations salle/réception : 10 000 €	Publication : 10 000 €	<b>20 000 €</b>
Achats	Equipement : 2 000 €	Mission : 5 000€			<b>10 000 €</b>
Frais de structure	3 000 €				
<b>Total</b>	<b>12 500 €</b>	<b>18 500 €</b>	<b>22 000€</b>	<b>17 500 €</b>	<b>70 500 €</b>

Tableau de financement prévu :

	<b>Actions 1</b>	<b>Actions 2</b>	<b>Actions 3</b>	<b>Action 4</b>	<b>Total</b>
Conseil Régional					<b>7 000 €</b>
Etat MEDDTL					<b>49 500 €</b>
Etat DIECCTE					<b>7 000 €</b>
ADEME					<b>7 000 €</b>
<b>Total</b>					<b>70 500 €</b>

Au titre de l'action, le MEDDTL s'engage pour la somme totale de : 49 500 euros